



**Syndicat national Force Ouvrière
de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche
Membre de la fédération FNEC FP-FO**

6/8 rue Gaston Lauriau 93513 MONTREUIL Cedex - Tél. : 01 56 93 22 88 ou 01 56 93 22 50 - foesr@foesr.fr - www.foesr.fr

Face à une rentrée 2022 insupportable à tout point de vue, la mobilisation est à l'ordre du jour

Que ce soit pour les salariés, la jeunesse, les retraités, cette rentrée de septembre 2022 s'annonce difficile. L'augmentation incessante des prix, qui a commencé bien avant la guerre en Ukraine, sert en réalité à faire payer aux salariés le "quoi qu'il en coûte" macronien. L'augmentation de 3,5 % du point d'indice dans la fonction publique impose donc une nouvelle et forte baisse de revenus au regard d'une inflation annuelle qui dépasse déjà les 6%.

Le chef de l'Etat promet encore pire en déclarant vouloir réactiver le projet de réforme des retraites et en annonçant de manière provocante "la fin de l'abondance et de l'insouciance" ! il voudrait "une grande bascule" ou un "grand bouleversement" qui supposera "des efforts".

Qui, dans ce pays, connaît aujourd'hui "l'insouciance et l'abondance" ? Pas les salariés, c'est sûr. Quant aux actionnaires du CAC 40 dont les hausses de dividendes atteignent des records (+ 30 % en un an), ce n'est pas à eux qu'E. Macron entend demander les efforts qu'il promet. Ce sont donc encore une fois les salariés, actifs, retraités, chômeurs, et les étudiants (en particulier avec la réforme des bourses), que le gouvernement entend rançonner. Quitte pour certains à ne plus pouvoir se chauffer.

Le chiffre de trois millions d'étudiants va être atteint en cette rentrée, à moyens publics constants depuis des années. Les recrutements d'enseignants-chercheurs et le taux d'encadrement sont en baisse constante depuis 15 ans, date de la loi LRU, aggravée sans interruption de Pécresse à Vidal en passant par Fioraso). La situation dans les universités est devenue ingérable et la seule réponse du gouvernement est de proposer la sélection ! À l'hôpital, on impose les fermetures des urgences. Dans notre secteur, les dispositifs de gestion de la pénurie s'appellent « Parcoursup » et « Trouver mon master ». Faute des personnels enseignants et non-enseignants nécessaires pour garantir le droit de suivre des études, le gouvernement propose de réduire ce droit à néant.

La valeur des diplômes est en voie d'anéantissement par l'État même qui les délivre. Ces dispositifs mettent ainsi les étudiants en grande difficulté en refusant la reconnaissance des droits attachés aux diplômes nationaux, à commencer par le baccalauréat, premier grade universitaire. La possibilité d'accéder au 2^e cycle pour tout détenteur d'une licence, pourtant encore inscrite dans la loi, est bafouée : tandis que le nombre de postulants augmente, le nombre de places en master diminue, en particulier dans les filières dites « en tension » (- 10 000 places), comme l'a montré une association étudiante. Pendant ce temps-là les formations privées de l'enseignement supérieur ont connu un accroissement de 10 % de leurs effectifs en un an (rapport du MESRI).

Dans l'Education nationale, de nombreux élèves n'auront pas d'enseignant à la rentrée. Dans les filières universitaires qui préparent aux concours d'enseignement, la réforme Blanquer des concours, articulée avec la « masterisation » que FO a toujours combattue, a pour conséquence d'assécher le vivier des candidats, de diminuer le nombre de lauréats, tout en multipliant les recrutements à Bac+3 de contractuels sous-payés. Avec la FNEC-FP FO, FO ESR demande la mise en place immédiate d'un recrutement statutaire à Bac+3 avec une formation sous statut.

La loi de programmation de la Recherche et le "protocole d'accord sur les rémunérations et les carrières", que FO a refusé de signer, sont des attaques majeures contre nos statuts. Ces dispositifs ne peuvent remédier au manque criant de moyens de l'ESR, mais ils accentuent le recul

des rémunérations et des droits de l'ensemble des personnels. Ils pavent la voie à la contractualisation de tous les personnels de la recherche, BIATSS et IT inclus (pseudo-CDI "de mission", CDD "de projet", chaires de professeurs juniors). La généralisation du financement par appels à projets, qui contractualise toute la recherche, remet gravement en cause la liberté de recherche.

Les distributions de primes « à la tête du client » (RIFSEEP des BIATSS, RIPEC des enseignants-chercheurs) impliquent souvent d'importantes surcharges de travail et divisent les personnels (y compris en laissant complètement de côté certains d'entre eux, comme les PRAG-PRCE, dont la prime a été déconnectée de la prime de base des EC). Les dispositifs de "repyramidage" (enseignants-chercheurs, ITRF) excluent la grande majorité des personnels (AENES et filière bibliothèques chez les BIATSS) et engendrent amertumes et incompréhensions.

Comme dans les hôpitaux ou l'Éducation Nationale, la fracturation de l'enseignement supérieur est impulsée par le gouvernement. Au manque structurel de postes et de moyens se sont ajoutées les surcharges de travail et la désorganisation, dues aux diverses fusions/restructurations imposées à marche forcée dans beaucoup d'établissements. La situation est devenue intenable pour beaucoup de collègues.

Dans cette situation, avec la confédération FO, avec la fédération FO-fonction publique et avec la FNEC-FP FO, FO ESR restera sur le terrain des revendications : ce ne sont pas des mesures ponctuelles, marginales et divisant les collègues qui amélioreront la situation des salariés, dans l'enseignement et la recherche comme ailleurs. À l'instar de ce qui se passe en Grande-Bretagne, où le ras-le-bol des salariés a déclenché des grèves qui s'étendent à de nombreux secteurs, c'est la question de la défense et de la revalorisation des rémunérations de base pour tous, y compris des retraites et des allocations chômage, qui est posée.

La mobilisation interprofessionnelle pour l'augmentation massive des salaires et contre la vie chère est donc plus que jamais à l'ordre du jour. FO ESR invite tous les personnels à se réunir en heure d'informations syndicales pour organiser la mobilisation sur leurs revendications et à « *construire dans les établissements les conditions d'une rentrée sociale et universitaire offensive* » (communiqué de presse intersyndical de l'ESR du 13 juillet).

Montreuil, le 30 août 2022